

"Après les décisions de Moscou. Les relations Europe-URSS" dans Europe (5 octobre 1988)

Légende: Le 5 octobre 1988, Emanuele Gazzo, directeur général de l'Agence Europe, examine la nature des relations économiques et commerciales qu'entretient la Communauté européenne avec l'Union soviétique que dirige Mikhaïl Gorbatchev.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef RICCARDI, Ferdinando. 05.10.1988, n° 4866. Bruxelles. "Après les décisions de Moscou: les relations Europe-URSS", auteur:Gazzo, Emanuele , p. 1.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/apres_les_decisiones_de_moscou_les_relations_europe_urss_dans_europe_5_octobre_1988-fr-ae26a70f-cd4a-4d11-82ae-901f50ac5b13.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Après les décisions de Moscou. Les relations Europe-URSS

Nous avons écrit hier que l'Europe (et nous pourrions ajouter: l'ensemble du monde libre) n'a aucun intérêt à ce que l'Union Soviétique tombe dans une situation de chaos ou de déstabilisation politique et économique. Une telle situation pourrait être déterminée par ce que nous avons qualifié de "mélange explosif", à savoir la combinaison d'une plus large liberté d'expression avec un insuccès évident de la "perestroïka" (ou des effets que le peuple attend de celle-ci). Ces effets ne se produiront que progressivement et à la condition que l'opinion accepte les contraintes qui y sont logiquement liées.

La question qui se pose maintenant est de savoir si la concentration du pouvoir suprême dans les mains d'un seul homme, dans un système basé sur le parti unique, permet d'obtenir les effets souhaités. Il est difficile de donner une réponse à cette question. Rappelons que dans son discours prononcé devant le Soviet Suprême, le 7 septembre (EUROPE/Documents N°1525), le président du PE Lord Plumb avait dit, entre autres, que "ces problèmes ne sont pas facilement résolus par le recours à une seule idéologie", allusion transparente au pluralisme. Par ailleurs, pas plus tard qu'hier, dans un discours prononcé à Bruxelles devant l'Institut Royal des Relations Internationales, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, a déclaré: "Il n'est pas dans l'intérêt des Occidentaux que les réformes prônées par le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev échouent" et l'Ouest "doit encourager les dirigeants soviétiques et Est-européens" dont les programmes réformateurs vont dans le sens d'une plus grande liberté et d'un plus grand bien-être pour leurs peuples.

Sans aucun doute, la Communauté Européenne ne peut que souhaiter que les changements qui sont en train de se produire permettent la réalisation optimale du nouveau type de relations qui vont s'établir sur le plan économique et commercial - mais aussi sur le plan politique - entre elle et les pays du COMECON, dont notamment l'URSS. Ceci, sans préjudice des structures politiques et institutionnelles que le peuple de l'Union Soviétique va se donner. Tout le monde a remarqué combien M.Gorbatchev a insisté sur sa volonté de "rendre au peuple le pouvoir": il n'ignore évidemment pas que pendant les 70 dernières années de l'histoire de son pays, cette dévolution du pouvoir au peuple, qui était pourtant à la base du marxisme-léninisme, n'a fait guère de progrès.

L' "ouverture à Est" réalisée par la Communauté Européenne par la signature de la déclaration conjointe sur l'institution de relations officielles entre elle-même et le COMECON (plus précisément le CAEM, Conseil d'assistance économique mutuelle) se réalisera sur deux voies parallèles; l'une sera parcourue par les deux organisations, l'autre le sera par chacun des pays membres du COMECON, d'une part, et la Communauté dans son ensemble, d'autre part. L'ouverture, ne l'oublions pas, avait été rendue possible suite aux changements intervenus en URSS, lorsque Gorbatchev était devenu Premier Secrétaire du PCUS. C'est pourquoi, l'Europe mise sur le maintien et l'amélioration de ces conditions parce que, comme l'a constaté M.Klepsch dans son excellent rapport adopté par le Parlement le mois dernier, si la phase actuelle "ouvre de nouvelles possibilités", elle "comporte aussi de nouvelles incertitudes, et la coopération CE-URSS doit se préparer aux unes comme aux autres". La réforme du commerce extérieur est probablement un des éléments les plus révolutionnaires de la "perestroïka", estime M. Klepsch. Un commentateur soviétique, M.I.Frantséva, chercheur à l' "Institut de l'économie du système socialiste mondial", va peut-être un peu trop loin lorsqu'il affirme que l'accord-cadre "peut se traduire par un changement radical de la carte économique du monde". Le chemin à parcourir sur ces voies parallèles est long et difficile, et M.Cheysson a eu raison de conseiller aux Parlementaires une certaine prudence. Par ailleurs, M.Frantséva estime que - conformément au programme décidé récemment à Prague - les pays du CAEM qui y sont intéressés, voudront former "un marché unifié, avec tarif douanier commun, politique commerciale commune, convertibilité des devises, et ainsi de suite". Il sait, par ailleurs, que les Douze doivent résoudre certains des problèmes fondamentaux, concernant la nature même de l'Union. Sa conclusion est qu' "il faudra faire un travail colossal". Tout à fait d'accord. Un travail qui réussira si l'on construit sans détruire, et si on avance ensemble dans la bonne direction.

Emanuele Gazzo